

بِسْمِ اللّٰهِ الرَّحْمٰنِ الرَّحِیْمِ

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

MISSION PERMANENTE AUPRES DES NATIONS UNIES



الجمهورية الإسلامية الموريتانية
البعثة الدائمة لدى هيئة الأمم المتحدة

PRESS RELEASE

Discours

de

*S.E.M. Mohamed Ould El Abed, Ministre des Affaires
Economiques et du Développement, Chef de la délégation
de la République Islamique de Mauritanie,
à la réunion plénière de haut niveau de la 60^{me} session de
l'Assemblée générale des Nations Unies.*

New York, le 16 septembre 2005

Monsieur le Président ;
Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies ;
Madames et Messieurs les Chefs de Délégations ;
Mesdames et Messieurs ;

J'ai l'honneur de prendre la parole devant cette auguste assemblée au nom du Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, Chef de l'Etat, Colonel Ely Ould Mohamed Vall, qui m'a chargé de vous transmettre ses regrets de ne pouvoir être présent en ces lieux à cause d'engagements impératifs dans le cadre de la transition démocratique de la Mauritanie et ses souhaits de succès pour nos assises.

A l'instar de nombreux autres pays, la Mauritanie a voulu profiter du vent de démocratie qui a soufflé sur le monde au début des années 90. Toutefois, ce projet démocratique a avorté suite à l'application caricaturale de la Constitution de 1991 et à la personnalisation excessive du pouvoir.

Une profonde crise politique s'ensuivit, caractérisée par l'étranglement des libertés publiques, l'arrestation des acteurs politiques, de leaders d'opinion et d'intellectuels. Des mouvements clandestins ont vu le jour et plusieurs tentatives de coups d'Etat eurent lieu.

Au même moment, les réformes économiques s'exécutaient à un rythme très lent et la mauvaise gestion régnait, contribuant ainsi à la détérioration continue des conditions de vie des populations.

L'absence de perspectives politiques, notamment l'impossibilité d'un changement par la voie des urnes, constituant une menace sérieuse pour le pays, les forces armées et de sécurité nationales ont, à l'unanimité, décidé le 3 août 2005 de mener un mouvement de restructuration pour sauver le pays de cette dérive dangereuse.

Ce changement, réussi dans le calme, sans effusion de sang, sans perturber le cours normal de la vie des citoyens, fut accueilli, avec une grande joie et par un immense soutien populaire sans précédent dans l'histoire de notre pays.

Un consensus national s'est établi autour des objectifs de ce mouvement de restructuration comme en ont témoigné les délégations des pays frères et amis ainsi que les missions d'organisations internationales et régionales qui ont visité récemment notre pays.

L'objectif de ce changement est de créer les conditions favorables à l'instauration d'un véritable état de droit et à l'avènement d'une démocratie pluraliste, seuls garants du respect des droits de l'homme et d'une gestion saine et transparente des affaires publiques, et ce dans un délai n'excédant pas deux ans et avec la participation de l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux du pays.

E s'agit là également de conditions non seulement nécessaires pour le succès de toute politique de développement mais indispensables pour assurer l'efficacité de l'aide au développement et garantir l'utilisation à bon escient des ressources déployées tant au niveau international que national pour financer le développement.

